



Le président  
d'une France  
bourrée à  
la vodka et  
au pognon.

**ÉCONOMIE**

Entretien avec Thomas Piketty\*

**La France aux riches :  
en faisant le choix  
de cadeaux fiscaux  
aux plus aisés, Nicolas  
Sarkozy entame  
sa contre-révolution  
économique.**

# Héritage sans partage

## Comment peut-on caractériser la politique économique que Nicolas Sarkozy et son gouvernement commencent à mettre en œuvre ?

Avant qu'elle se confronte au réel et donc évolue, on peut déjà pointer au moins deux éléments structurants de cette politique. D'abord une stratégie de type Reagan-Thatcher consistant à laisser filer la dette à travers des baisses d'impôts importantes, de véritables cadeaux fiscaux quasiment inutiles en tant que tels, dans l'idée qu'un jour ou l'autre cela induira une pression très forte sur la réduction des dépenses publiques. C'est la stratégie mise en œuvre il y a vingt-cinq ans aux Etats-Unis : comme on n'ose pas taper d'abord dans les dépenses, on commence par détériorer la situation des finances publiques jusqu'au moment où le déficit est si grave qu'on puisse crier au feu et procéder à des coupes sombres dans les dépenses.

En fait, cela fait déjà au moins dix ans en France que la dette est de droite (c'est-à-dire associée à une stratégie de réduction du périmètre de l'Etat), même si cela n'est jamais apparu aussi clairement qu'aujourd'hui. La dette, c'est très bien pour financer les dépenses publiques quand on n'a pas besoin de la repayer, comme ce fut le cas en période de forte inflation, en gros jusqu'aux années 1970. La dette était alors de gauche, c'est-à-dire associée à une stratégie d'extension du périmètre de l'Etat. Le problème commence lorsqu'il faut la rembourser et que l'inflation n'est, comme c'est le cas aujourd'hui, pas vraiment menaçante.

Actuellement on repaye la dette au prix fort : chaque année, on verse l'équivalent du budget de l'Education nationale en intérêts de la dette ! Gonfler la dette apparaît alors clairement comme la stratégie visant à mettre la pression sur les dépenses publiques. Il se joue ici ce qui s'est passé aux Etats-Unis où Clinton, en augmentant les impôts, avait tout fait pour restaurer

l'équilibre budgétaire et garantir la pérennité financière à terme du maigre *welfare state* américain, avant que Bush parvenu au pouvoir remette à l'ordre du jour une politique reaganienne de diminution des impôts qui feignait d'être keynésienne en prétextant qu'il s'agissait de relancer la machine, mais dont la seule vraie motivation consiste à réduire le poids de l'Etat en commençant par celui des taxes avant de s'attaquer aux dépenses.

Ce n'est pas complètement une nouveauté ici, puisque Sarkozy, ministre du Budget entre 1993 et 1995, avait déjà baissé les impôts et laissé filer la dette avant que la gauche réduise le déficit à partir de 1997 afin d'entrer dans l'Europe. Mais pour la première fois, c'est affiché clairement : il s'agit bien pour la droite de réduire le périmètre de l'Etat.

**Quel est le deuxième élément structurant de cette politique économique de droite ?**

Il est peut-être encore plus radicalement nouveau : il s'agit de la tentative de quasi-suppression de l'impôt sur les successions. C'est énorme. Pendant un siècle, nous avons eu un consensus autour de ce monument national. Symboliquement c'est très fort. C'est quand même l'une des inventions de la Révolution française. Créé en 1791 comme un impôt frappant tous les types de propriétés transmis par héritage, sans exemption pour les nobles, il est devenu progressif en 1901-1902, après un combat parlementaire de quinze ans !

Depuis, il existait un consensus républicain sur cet impôt, même si le petit jeu a souvent consisté pour la

**Un système où l'Etat s'interdit de corriger les inégalités de patrimoine transmis par héritage, c'est proprement réactionnaire.**

gauche à l'augmenter et pour la droite à le baisser. L'idée communément admise était que les taux ne devenaient lourds que pour les très grosses successions afin d'éviter que se perpétuent les inégalités de patrimoine à travers les générations, et que les dynasties d'entrepreneurs se transforment en dynasties de rentiers. Mais là nous avons affaire à quelque chose de totalement neuf : un candidat devenu président de droite annonce qu'il ne va pas se contenter de baisser cet impôt, mais qu'il a l'intention de le supprimer.

Cela s'inscrit dans un mouvement international qui a vu Bush tenter la même chose avant que les Démocrates l'en empêchent très récemment au Congrès. En Italie, Berlusconi l'a supprimé. Et cette décision serait bien plus importante à long terme pour le pays, au plan économique, politique et social que les mesures à propos des intérêts d'emprunt ou des heures supplémentaires. Symboliquement, mais aussi concrètement en termes de conséquences sur la structure des inégalités sociales. C'est l'affirmation d'une droite plus que décomplexée qui prétend tirer un trait sur le XX<sup>e</sup> siècle en matière de fiscalité et de redistribution, et même quasiment sur le XIX<sup>e</sup> siècle.

Revenir à un système où l'Etat s'interdit de corriger les inégalités de patrimoine transmis par héritage, c'est proprement réactionnaire. Mais très cohérent avec d'autres dimensions du projet Sarkozy, tous ces discours sur les pédophiles innés, le dépistage à la naissance, etc. Il s'agit dans tous les cas d'une naturalisation des inégalités. Comme chez Bush, c'est une vision quasi-religieuse des choses : l'Etat ne doit surtout pas être intrusif par rapport à la famille, il ne doit pas s'occuper de la transmission sacrée du patrimoine à l'intérieur de ce qui finalement constitue une personne, la famille.

Comme Bush, Sarkozy refuse toute analyse un peu rationnelle des politiques publiques et de leur impact sur la réalité. Car la vérité, c'est qu'aujourd'hui en ligne directe 90% des décès ne sont pas taxés. Et s'agissant de patrimoines de 500 000 euros avec deux enfants, le taux d'imposition est d'environ 10%, ce qui peut paraître beaucoup mais signifie tout de même que 90% du patrimoine est transmis sans impôt. Dans le même temps, si votre employeur verse 100 euros toutes cotisations et impôts inclus, à la fin vous en touchez environ 50. Voilà la situation : le travail est totalement surtaxé et pour l'immense majorité d'entre eux les patrimoines le sont très peu.

**Le grand paradoxe, c'est que, durant toute la campagne, Nicolas Sarkozy s'est fait le chantre de la valeur travail !**

C'est totalement hallucinant ! Notre système fiscal pèse beaucoup trop sur le travail. Avec la montée des cours immobiliers et boursiers, les patrimoines et les revenus du patrimoine n'ont jamais été aussi prospères : il n'est pas rare de voir des gens gagner avec une plus-value immobilière l'équivalent de quelques dizaines d'années de Smic ! Sarkozy nous dit que 200 000 ou 300 000 euros, c'est un petit héritage... mais pour un smicard qui

gagne 12 000 euros par an ça fait quand même 25 ans de salaire !

En dépit de cette situation déjà absurde et injuste, on va mettre en œuvre une politique de redistribution à l'envers et amplifier le mouvement déjà très fort d'enrichissement patrimonial.

Ce mouvement de très long terme de retour à un capitalisme patrimonial est d'ailleurs complexe, et il serait illusoire de prétendre bloquer les cours boursiers ou immobiliers par des lois. Mais de là à chercher à l'amplifier... Cette droite se sent visiblement pousser des ailes et n'hésite pas à s'affirmer contre-révolutionnaire sur le plan économique en barrant d'un trait de plume des acquis et des consensus vieux d'au moins un siècle.

**Propos recueillis par Sylvain Bourmeau**

*\* Economiste, professeur à l'École d'économie de Paris et directeur d'études à l'EHESS*